



"SOLIDARITE FEMMES"

Siège social : 23 rue de Mulhouse – 90000 BELFORT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024



Madame Maïté PIQUEMAL PASTRE
Présidente du Conseil d'Administration
Association « SOLIDARITE FEMMES »
23 rue de Mulhouse
90000 BELFORT

EXINCOURT, le 6 juin 2025

Nos Réf. : PPO/FLM

Madame la Présidente,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint deux exemplaires du Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels et du Rapport Spécial au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 de l'association Solidarité Femmes.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer, **Madame la Présidente**, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Philippe POURCELOT,
Commissaire aux Comptes Associé

SOLIDARITE FEMMES
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association Solidarité Femmes

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « SOLIDARITE FEMMES » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 5 juin 2025.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à EXINCOURT,
Le 6 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
SAS CONSULTIS AUDIT

Philippe POURCELOT
Commissaire aux Comptes Associé

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	4 122	3 407	715	
Immobilisations corporelles	366 650	303 479	63 171	71 764
Immobilisations financières	1 665		1 665	1 665
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	372 437	306 886	65 551	73 429
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Autres	404 476		404 476	298 862
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	567 899		567 899	694 502
Caisse	4 917		4 917	999
TOTAL ACTIF CIRCULANT	977 293		977 293	994 363
REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	6 837		6 837	5 340
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
TOTAL REGULARISATION	6 837		6 837	5 340
TOTAL GENERAL	1 356 566	306 886	1 049 680	1 073 132

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	163 643	163 643
Résultat de l'exercice	2 248	1 295
Report à nouveau	241 059	239 764
SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE	406 949	404 701
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise	49 690	49 690
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	16 364	16 364
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	473 003	470 755
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
FONDS DEDIES	116 016	233 516
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées	351	261
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	372 687	274 142
Autres	87 454	94 007
TOTAL DETTES	344 477	134 894
Produits constatés d'avance	168	450
TOTAL GENERAL	1 049 680	1 073 132

(1) Dont à plus d'un an (a)

Dont à moins d'un an (a)

460 661

(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque

(3) Dont emprunts participatifs

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

Compte de Résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	11 100	34 557
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	760 910	745 349
Cotisations	3 457	10 002
Autres produits	111 277	36 872
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	886 745	826 780
CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Achats de marchandises		
Variation des stocks (marchandises)		
Achats d'approvisionnements		
Variation des stocks (approvisionnements)		
Autres charges externes	239 427	193 015
Impôts, taxes et versements assimilés	33 382	21 099
Rémunérations du personnel	443 538	363 821
Charges sociales	187 730	149 626
Dotations aux amortissements	15 567	18 539
Subventions accordées par l'association		
Autres charges	9 251	15 549
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	928 895	761 649
RESULTAT D'EXPLOITATION	-42 150	65 131
PRODUITS FINANCIERS	6 158	7 116
CHARGES FINANCIERES		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	927	7 760
CHARGES EXCEPTIONNELLES	925	3 336
IMPOTS SUR LES BENEFICES	907	1 169
REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	155 161	80 954
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	116 016	155 161
EXCEDENT OU DEFICIT	2 248	1 295

Annexe

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : SOLIDARITE FEMMES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 1 049 680 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 2 248 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 05/06/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Solidarité Femmes Belfort est adhérente à la Fédération Nationale Solidarité Femmes. Depuis plus de 40 ans, elle lutte contre les violences faites aux femmes et a pour mission principale d'accueillir, écouter, orienter et héberger les femmes et enfants victimes de violences conjugales, tout en développant la formation et la prévention sur ces problématiques.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 à 3 ans
- * Construction : 10 à 50 ans
- * Travaux : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- Année de calcul : 2024
- Taux d'actualisation : 3.3 %
- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- Convention collective : Travail de l'Enfance Inadaptée du 15 mars 1966
- Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- Table de mortalité : TH/TF 00-02

En ce qui concerne les paramètres des catégories, ont été retenus :

- Age de départ prévu (sauf dérogation individuelle)
 - 64 ans pour la catégorie : Cadres
 - 64 ans pour la catégorie : Non Cadres
- Progression de salaires
 - 1 % Constant pour la catégorie : Cadres
 - 1 % constant pour la catégorie : Non Cadres
- Taux de rotation
 - 1 % constant pour la catégorie : Cadres
 - 1 % constant pour la catégorie : Non Cadres
- Taux de charges sociales patronales
 - 54 % pour la catégorie : Cadres
 - 45 % pour la catégorie : Non Cadres

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 512	810	1 200	4 122
Immobilisations incorporelles	4 512	810	1 200	4 122
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	264 105			264 105
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	20 872			20 872
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	44 815	1 106	686	45 235
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	46 051	5 773	15 386	36 438
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	375 843	6 879	16 073	366 650
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 665			1 665
Immobilisations financières	1 665			1 665
ACTIF IMMOBILISE	382 020	7 689	17 273	372 437

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 512	94	1 200	3 407
Immobilisations incorporelles	4 512	94	1 200	3 407
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	207 459	9 580		217 039
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	13 969	1 730		15 699
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	40 265	1 962	686	41 539
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	42 387	2 201	15 386	29 202
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	304 079	15 473	16 073	303 479
ACTIF IMMOBILISE	308 591	15 567	17 273	306 886

Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
Ventilation des dotations			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire	69	15 473	15 542
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
Dotations de l'exercice	94	15 473	15 567
Ventilation des diminutions			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés	1 200	16 073	17 273
Eléments mis hors service			
Diminutions de l'exercice	1 200	16 073	17 273

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 412 978 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 665		1 665
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	404 476	404 476	
Charges constatées d'avance	6 837	6 837	
Total	412 978	411 313	1 665
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Divers - produits à recevoir	305 787
Produits à recevoir PP	1 217
Total	307 004

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	163 643				163 643
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales	239 764		1 295		241 059
RAN des activités sociales	49 690				49 690
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	1 295	-1 295	2 248		2 248
Exc.ou Déficit des activités sociales					
Situation nette	454 391	-1 295	3 543		456 640
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	16 364				16 364
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	470 755	-1 295	3 543		473 003

Dettes

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 460 661 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	351	351		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	372 687	372 687		
Dettes fiscales et sociales	87 454	87 454		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	168	168		
Total	460 661	460 661		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	90			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FRSS FACTURES NON PARVENUES	304 996
Charges à payer PP	67 691
Dettes provis. pr congés à payer	26 383
Provision congés payés PP	980
Autres charges à payer	9 376
Charges sociales s/congés à payer	12 254
Charges sociales CP PP	430
Autres charges à payer	3 934
Total	426 045

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	6 837		
Total	6 837		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	168		
Total	168		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 5 922 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	49 661	587 088	88 621	2 000	33 540	760 910
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						760 910

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		306
TOTAL		306

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

La direction de l'association est assurée par un conseil d'administration dont le président et les administrateurs ne perçoivent aucune rémunération au titre de leur mandat.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 13 478 euros

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- Année de calcul : 2024
- Taux d'actualisation : 3.3 %
- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- Convention collective : Travail de l'Enfance Inadaptée du 15 mars 1966
- Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- Table de mortalité : TH/TF 00-02

En ce qui concerne les paramètres des catégories, ont été retenus :

- Age de départ prévu (sauf dérogation individuelle)
 - 64 ans pour la catégorie : Cadres
 - 64 ans pour la catégorie : Non Cadres
- Progression de salaires
 - 1 % Constant pour la catégorie : Cadres
 - 1 % constant pour la catégorie : Non Cadres
- Taux de rotation
 - 1 % constant pour la catégorie : Cadres
 - 1 % constant pour la catégorie : Non Cadres
- Taux de charges sociales patronales
 - 54 % pour la catégorie : Cadres
 - 45 % pour la catégorie : Non Cadres

Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
Couloirs de la viol	2 900	2 900				2 900	
DRDFE ADJ 2022	21 035	65 302	44 963			20 339	
DRFE FONDS CA	630	630				630	
DRFE FONDS CA	2 000	2 000				2 000	
OUVRAGE 2021	1 722	1 722				1 722	
DRFE LEAO PER	13 033	34 771	21 249			13 521	
FIPD 90 LEAO PE	3 065	9 145	5 965			3 180	
CVUG 90 PERMA	1 816	4 816	2 932			1 884	
ARS 2023 ASS	71 461	71 461	63 199			8 262	
DRDFE PROJET	4 888	4 888				4 888	
DDDFE 90 2022	2 100	2 100	2 100				
FIPD 90 2022	3 780	3 780	3 780				
CVUG 90 2022 P	4 232	4 232	4 232				
CD 25 2023 PP	2 000	2 000	2 000				
VILLE AUDINCO	5 000	5 000	5 000				
CVU 90 2023 PP	15 500	25 500	9 775			15 725	
PROVISION RET	28 087	28 086	28 087			-1	
PLAN PAUVRET	12 370	12 370	2 800			9 570	
FORMATION CP	4 571	4 571	4 571				
FINANCEMENT I	260	260	260				
PLAN PAUVRET	4 843	4 842	800			4 042	
CHARGES DE PE	24 300	24 300	18 300			6 000	
EVALUATION LOI	3 925	3 925	3 925				
COULOIR VIOLE		9 000	3 146			5 854	
CVU 70 COULOI		3 000				3 000	
CD 25 2024		2 000				2 000	
VILLE AUDINCO		5 000				5 000	
FIPD 2024		5 500				5 500	
Total	233 516	343 100	227 084			116 016	